

Cette Conférence témoigne de l'horreur éprouvée par la communauté internationale face aux armes chimiques et de sa résolution de les abolir. Les obligations du Protocole de Genève de 1925 doivent être confirmées et proclamées de nouveau. Toute violation doit être condamnée. Nous félicitons le président Reagan pour avoir proposé une telle conférence et le président Mitterrand pour l'avoir réunie si rapidement.

Le Canada cherche à obtenir que toutes les nations interdisent toutes les armes chimiques -- qu'elles les détruisent partout et à tout jamais. Nous recherchons une interdiction totale qui exclut non seulement l'utilisation mais aussi la production et le stockage des armes chimiques. Nous n'y parviendrons pas du jour au lendemain. Nous devons disposer d'un moyen de vérification fiable qui nous permettra de tester nos engagements mutuels et d'évaluer nos pratiques mutuelles. Nous avons accompli de grands progrès dans la négociation d'une interdiction globale, complète et vérifiable. Il nous faut poursuivre ce travail d'urgence, au sein de la Conférence du désarmement et dans le cadre de nos discussions bilatérales. Mais la réunion extraordinaire à laquelle nous participons maintenant peut nous rapprocher concrètement de cet objectif.

De façon plus précise nous pouvons condamner l'utilisation des armes chimiques et nous engager à ne pas y recourir.

Nous pouvons réaffirmer notre engagement envers le Protocole de Genève de 1925 et inviter les autres Etats à y adhérer.

Nous pouvons renforcer la capacité du Secrétaire général des Nations Unies de faire enquête sur les allégations d'utilisations d'armes chimiques.

En sa qualité de partie au Protocole de Genève de 1925, le Canada s'est soumis sans réserve aux obligations que celui-ci impose quant à l'utilisation de telles armes. Notre politique est claire:

- Le Canada n'a aucune intention de jamais utiliser des armes chimiques;
- Il ne se propose aucunement de mettre au point, de fabriquer, d'acquérir ou de stocker de telles armes, à moins qu'il n'en soit utilisé contre ses forces armées, ses populations civiles ou celles de ses alliés.